

Une école à l'épreuve

Éducation

À chaque rentrée scolaire, les promesses non tenues des politiques irritent syndicats et parents d'élèves. Les enseignants, eux, tirent la sonnette d'alarme et appellent à prendre à bras-le-corps le sujet de l'école. Attractivité, inclusivité, sport, orientation... Retour sur ces annonces gouvernementales restées partielles, voire inappliquées.

Jules Hetet

jules.hetet@centrefrance.com

L'ÉDITORIAL

FLORENCE
CHÉDOTAL



florence.chedotal@centrefrance.com

Septembre rime avec...

Il y a quelque chose de presque rassurant, ce matin, à voir ces enfants, aux cartables trop lourds sur le dos, ranimer les cours de récréation et sautiller comme des moineaux. Permanence de la sensation exquise de vie dans une France atteinte d'instabilité chronique. Avec des ministres jamais loin de faire leurs cartons. Une France encore une fois en suspens. C'est une question d'habitude sûrement, mais ce n'est pas sans péril. Car septembre est là. C'est un peu le mois où l'on se cogne à nouveau au réel. Soudain, la rentrée qui planait jusqu'ici un peu surnoisement sur nos échappées estivales devient une réalité, faisant monter les larmes derrière les yeux des plus jeunes. Ou l'espoir chez d'autres. Le saut vers l'inconnu n'est jamais sans produire des effets contradictoires dans le cœur des femmes et des hommes. Difficile au demeurant de se projeter après la date du 8. Septembre, c'est aussi et surtout la fin des illusions. Celles de vacances éternelles pour les enfants, celle d'une France immunisée contre tout pour les Français. Elle ne l'est pas. Septembre, au fond, sera ce que nous en ferons.

A la veille de chaque rentrée scolaire, la question revient inlassablement sur la table. Professeurs, parents, enseignants et élèves, tous se méfient des annonces en grande pompe de l'Éducation nationale. Parfois oubliées, trop souvent balayées, ces promesses de rentrée traduisent pour certains un manque de clairvoyance de la part de la classe politique.

L'école, réceptacle de tous les maux, fait face depuis quelques années à « des représentants qui n'écoutent pas assez la communauté éducative », souligne Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU (Syndicat national des enseignants de second degré). Cette rentrée 2025 n'échappe pas à la règle. En lançant, en mai dernier, dans le débat public, le raccourcissement des vacances d'été et la création d'une convention citoyenne sur les « temps de l'enfant », Emmanuel Macron a tenté de faire oublier certains problèmes de fond présents dans l'enseignement.

L'attractivité, grande oubliée...

« Un professeur devant chaque classe. » Avec cette formule prononcée en 2023, le chef de l'État promettait de remédier au manque d'enseignants en France. Le constat est aujourd'hui « alarmant », note Nageate Belahcen, présidente de la FCPE du Val-de-Marne. Il manquait l'année dernière au moins un professeur dans 56 % des collèges et des lycées français. « On peut faire

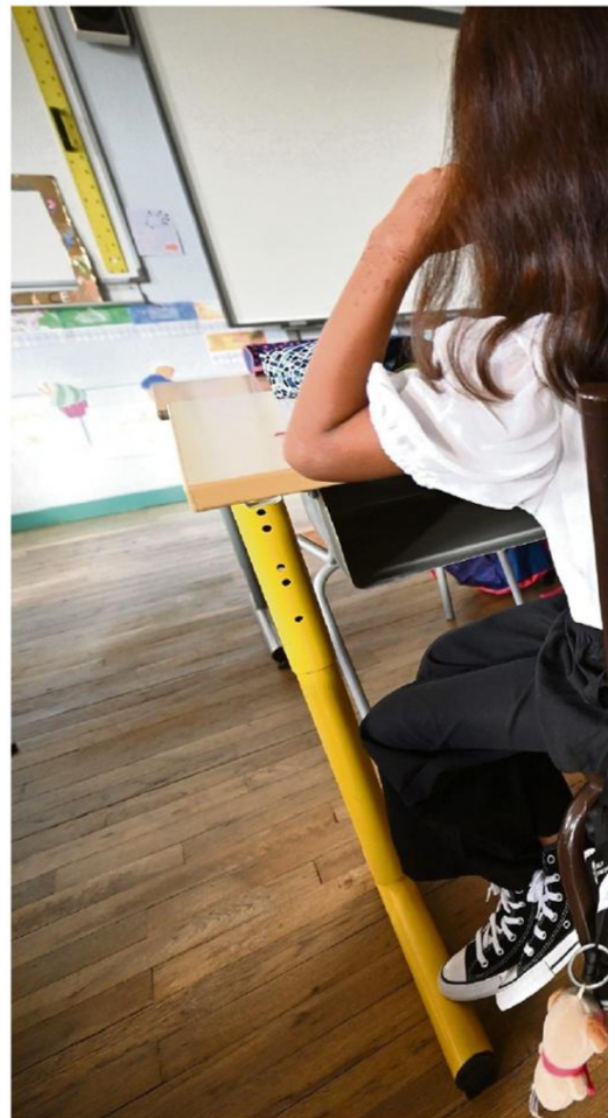
toutes les promesses qu'on veut, tant qu'on n'anticipe pas le fait que désormais le métier d'enseignant n'attire plus, alors nous n'avancerons pas. »

Pour Sophie Vénétitay, c'est « un scandale national ». « Dans la septième puissance économique mondiale, qu'on ne soit plus en mesure de recruter suffisamment de professeurs pour pouvoir faire en sorte que tous les élèves aient accès aux heures de cours qui leur sont dues, c'est vraiment problématique. »

Avec les restrictions budgétaires actuelles qui se concrétisent par des fermetures de classes, « une certaine morosité commence à gagner les enseignants en poste », explique Aurélie Gagnier, co-secrétaire générale du FSU-SNUipp (syndicat national des professeurs des écoles). « L'une des promesses du gouvernement était de relancer l'attractivité des milieux de carrière. Elle a finalement été annulée », souffle la porte-parole. Bien que le ministère promet de travailler sur la question de la revalorisation salariale et le droit à la mobilité géographique, « dans les faits, de nombreux départements restent encore inaccessibles et l'augmentation promise de 10 % des professeurs en janvier 2023, n'a pas dépassé les 5,5 % », précise Sophie Vénétitay.

Une école inclusive ?

Le manque de moyens est particulièrement visible au niveau du recrutement des AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap). Réaliser le projet d'une école inclusive demande des moyens supplémentaires que l'État ne met pas en place, malgré les mots de l'Éducation nationale sur l'inclusivité à l'école. « À l'heure actuelle, quand on a dans notre classe un



« Aujourd'hui on n'espère plus grand-chose car les têtes ont beau changer, la politique éducative reste la même »

des promesses polit



Un an après les J

tion est « disparat

mi-heure de sport

“bouger pour bc

mieux privilégie

d'EPS avec des ob

giques plutôt que

nutes d'APQ qui n

ni queue ni tête

porte-parole FSU-:

La généralisatio

res de sport suppl

collège, prévue e

été abandonnée,

établissements cla

d'éducation prio

« non soutenable »

avortée témoigne,

Belahcen, « d'un

que de santé pul

re », « On a tellen

cette matière (l'EE

qu'aujourd'hui, l

part pour les élèv

en faire un métier

lement valorisé e

l'école. »

L'orientation pauvre des l

Enfin, un suje

grandement les j

parents d'élèves :

Si le nouveau bac

jugué à la mise e

coursup, avaient j

de rapprocher l'

scolaire de l'ensei

gneur, les deux mo

aujourd'hui se tou

« Entre Parcours

précoces imposés

et la pression du «

laire, l'ensemble c

taurer très tôt un

té chez des élèves

le droit à l'erreur

sengage de sa mi

tion pure en faisai

socle pour le mo

avec des élèves c

dans des entonno

même de l'école

quer des citoyens

peu », s'agace Nag

« Aujourd'hui, oi

grand-chose car

beau changer, la

cative reste sen

même. Il faut qu

l'Éducation natio

solide car l'école,

tissement pour le

enfant autiste, c'est à nous de nous documenter, de travailler, de nous former sur la question sans avoir reçu de prérogative spécifique », déplore Aurélie Gagnier. « De plus en plus d'élèves se retrouvent donc mis au ban de l'école, sans AESH, car certai-

nes écoles les refusent, alors qu'il s'agit normalement d'une obligation. »

Construire une nation en bonne santé

Lancées à la rentrée 2020, les

trente minutes d'activité physique quotidienne (APQ) étaient l'une des annonces phares du gouvernement de l'époque. Dans la lignée de Paris 2024, ce dispositif avait pour but de lutter contre « l'insuffisance d'activité physique chez les enfants ».

Le bien-être à l'école exigé à l'échelle de l'académie de Limoges

Pour cette rentrée 2025, la rectrice de l'académie de Limoges, Valérie Baglin-Le Goff, souhaite une école protectrice favorisant le bien-être des élèves. Le syndicat Unsa Éducation pointe des effets d'annonce et un manque de moyens.

Valérie Baglin-Le Goff, rectrice de l'académie de Limoges, axe ses priorités sur le climat scolaire pour les élèves. Afin de maintenir « un cadre sécurisé » dans les établissements, les personnels continueront de travailler avec le préfet et les forces de sécurité de l'Intérieur pour lutter contre le port des armes blanches à l'école.

Prévention. Un « protocole de santé mentale » sera également assuré par le personnel médico-social avec un volet formation pour monter en expertise. Les postes d'infirmières et psychologues scolaires sont « préservés et pourvus », mais il y a un manque de médecins (quatre postes sont pourvus sur la dizaine dont dispose l'académie de Limoges). Pierre Gautret, secrétaire régional du syndicat Unsa Éducation, souhaite que le métier du médecin scolaire soit reconnu comme une spécialité et souligne « un manque de personnel de soin » pour couvrir « des territoires de plus en plus

grands » au sein de l'académie.

Un climat scolaire « serein pour le personnel ». Pierre Gautret pointe moins le mal-être des élèves que « les difficultés du rectorat à pouvoir répondre de façon continue aux difficultés des personnels ». Sur les postes affectés à l'académie de Limoges, quelques heures sont à pourvoir pour le second degré, sur divers enseignements. Déjà trop pour l'Unsa : dans leur enquête datée du printemps dernier, 49 % des enseignants ont fait part de leur souhait de changer de métier contre 20 % il y a quatre ans. Une hausse due à un « manque de reconnais-

ce » et « à la politique gouvernementale menée ».

Pause numérique. Le dispositif est généralisé pour cette rentrée. Il pourra bénéficier de moyens affectés à l'académie : un emploi CPE et six assistants d'éducation (AED) ont été positionnés pour renforcer la vie scolaire. L'Unsa rappelle que ces moyens ne sont « pas dédiés » à la mesure qualifiée « d'effet d'annonce ». Le syndicat réclame sur l'académie l'ouverture de 18 postes de professeurs documentalistes pour renforcer la sensibilisation au numérique et à l'utilisation de l'IA auprès des jeunes. ■

Aline Combrouze



NUMÉRIQUE. Les portables interdits dans toutes les écoles. PHOTO A. C